

Les commons urbains comme concept de participation territoriale et citoyenneté urbaine : deux études de cas à Bologne, en Italie

Charmain Levy, Marco Alberio et Rebecca Plachesi

Volume 33, numéro 1, 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1110776ar>
DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1710>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)
2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Levy, C., Alberio, M. & Plachesi, R. (2024). Les commons urbains comme concept de participation territoriale et citoyenneté urbaine : deux études de cas à Bologne, en Italie. *Revue Organisations & territoires*, 33(1), 9–23.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1710>

Résumé de l'article

Les commons urbains comme concept et pratique sociale représentent une nouvelle logique socio-économique et territoriale en urbanisme durable. Ils prennent des formes différentes et comprennent plusieurs groupes sociaux, ce qui génère une multitude d'idées et de pratiques, parfois nouvelles, parfois en continuité avec le passé. Nous explorons comment les expériences de commons urbains contribuent aux débats dans les études territoriales, en particulier autour des questions de participation citoyenne et de gouvernance territoriale. À travers deux études de cas de commons urbains dans la ville de Bologne en Italie, nous analyserons les conditions structurelles et contextuelles qui ont conduit à leur création ainsi que les dynamiques associatives développées. Nous offrons un aperçu de comment ces projets contribuent au développement territorial participatif en comparant six éléments : l'inclusion et les pratiques démocratiques; les besoins visés et comblés; l'appropriation de l'espace urbain; l'aspect politique; les valeurs et pratiques féministes; et les valeurs et pratiques écologiques.



Dossier spécial

Les commons urbains comme concept de participation territoriale et citoyenneté urbaine : deux études de cas à Bologne, en Italie

Charmain Levy^a, Marco Alberio^b, Rebecca Plachesi^c

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n1.1710>

RÉSUMÉ. Les commons urbains comme concept et pratique sociale représentent une nouvelle logique socio-économique et territoriale en urbanisme durable. Ils prennent des formes différentes et comprennent plusieurs groupes sociaux, ce qui génère une multitude d'idées et de pratiques, parfois nouvelles, parfois en continuité avec le passé. Nous explorons comment les expériences de commons urbains contribuent aux débats dans les études territoriales, en particulier autour des questions de participation citoyenne et de gouvernance territoriale. À travers deux études de cas de commons urbains dans la ville de Bologne en Italie, nous analyserons les conditions structurelles et contextuelles qui ont conduit à leur création ainsi que les dynamiques associatives développées. Nous offrons un aperçu de comment ces projets contribuent au développement territorial participatif en comparant six éléments : l'inclusion et les pratiques démocratiques; les besoins visés et comblés; l'appropriation de l'espace urbain; l'aspect politique; les valeurs et pratiques féministes; et les valeurs et pratiques écologiques.

Mots clés : Commons urbains, Bologne, citoyenneté, participation, mouvement social

ABSTRACT. Urban commons as a concept and social practice represent a new socio-economic and territorial logic in sustainable urbanism. They take different forms and include several social groups, generating numerous ideas and practices, sometimes new and sometimes in continuity with the past. Experiences of how urban commons contribute to debates are explored in territorial studies, particularly around issues of citizen participation and territorial governance. Through two case studies of urban commons in the city of Bologna in Italy, the structural and contextual conditions that led to their creation are analysed, and the associative dynamics are developed. This article offers an overview of how these projects contribute to participatory territorial development by comparing six elements: inclusion and democratic practices; needs targeted and met; appropriation of urban space; political aspect; feminist values and practices; and ecological values and practices.

Key words: Urban commons, Bologna, citizenship, participation, social movement

Introduction

En raison des crises majeures provoquées par la crise financière mondiale de 2007-2008 ainsi que par les changements climatiques et les multiples crises politiques, la sociologie urbaine critique et les activistes urbains ont adopté le concept de commons urbains comme une nouvelle forme de

gouvernance et d'innovation urbaines. Ce concept repose sur l'idée que les espaces publics, les terrains urbains et les infrastructures devraient être accessibles, administrés et utilisés par les communautés urbaines pour produire et soutenir une variété de biens et de services essentiels à la durabilité de ces populations. Il est considéré par les activistes

^a Professeure, Université du Québec en Outaouais

^b Professeur, Université de Bologne

^c Candidate au doctorat, Université de Bologne

comme une forme de résistance à la ville néolibérale (Pinson, 2020) et comme une nouvelle forme de distribution et de gestion des ressources et des espaces urbains. Néanmoins, les communs urbains vont au-delà d'une simple question matérielle et englobent les identités urbaines et les relations entre les citoyens, avec la municipalité et entre les habitants et leur environnement urbain.

Les communs urbains comme concept et pratique sociale représentent une nouvelle logique socioéconomique et territoriale en urbanisme durable. Ils prennent des formes différentes et comprennent plusieurs groupes sociaux, ce qui génère une multitude d'idées et de pratiques, parfois nouvelles, parfois en continuité avec le passé. Malgré l'importance des communs urbains dans les études critiques de la ville, ce concept n'a pas encore trouvé sa place dans les études territoriales. Il est donc pertinent d'explorer dans cet article comment les expériences de communs urbains contribuent aux débats dans les études territoriales, en particulier autour des questions de participation citoyenne et de gouvernance territoriale. À travers deux études de cas de communs urbains dans la ville de Bologne en Italie, nous analyserons la contribution du concept de communs urbains aux études en développement territorial.

Dans la région d'Émilie-Romagne, au nord de l'Italie, il existe une longue tradition d'initiatives coopératives et associatives avec une forte participation citoyenne (Jouve et Lefevre, 1997). Un tournant important a été l'adoption, en 2014, du *Règlement sur la collaboration entre les citoyens et la ville pour le maintien, la revitalisation et la gestion des communs urbains* à Bologne (Comune di Bologna, 2014), qui repose sur une modification de la constitution italienne permettant aux citoyens engagés de revendiquer des ressources urbaines en tant que communs et de déclarer leur intérêt pour leur maintien et leur gestion.

Depuis lors, la ville de Bologne est devenue une référence majeure dans l'institutionnalisation des communs urbains et son règlement de 2014 a été étudié par des chercheurs en sciences sociales et par des administrateurs municipaux comme un modèle à suivre. Le cadre institutionnel qui facilite les communs dans cette ville est à la fois un moyen de

soutenir la création d'expériences de communs urbains, mais aussi un mécanisme de contrôle de ces expériences (Ranocchiari et Mager, 2019).

Par exemple, comme l'ont souligné les acteurs rencontrés, la Ville semble avoir une tendance à moins soutenir les groupes plus militants qui critiquent le gouvernement municipal. Dans cet article, nous présentons une expérience de cette catégorie et une autre plus modérée. Il faut par contre noter que l'engagement militant n'est pas la seule dimension et caractéristique de ces organisations que nous allons analyser.

Cet article explore l'intersection entre les communs urbains et le développement territorial, et met en lumière la manière dont ces concepts peuvent fonctionner en tandem pour s'appliquer et devenir des pratiques urbaines concrètes. Nous analyserons plus spécifiquement deux organisations pouvant être considérées comme des communs urbains dans la ville de Bologne : le collectif Lâbas et l'association culturelle Leila Bologna. Nous analyserons les conditions structurelles et contextuelles qui ont conduit à leur création et à leur mise en œuvre, puis décrirons les différents acteurs impliqués (tant institutionnels que sociétaux) et les dynamiques associatives développées à travers ces initiatives. Nous offrirons également un aperçu de comment ces organisations contribuent au développement territorial participatif et démocratique de la ville (Lardon et collab., 2016) en comparant six éléments : l'inclusion et les pratiques démocratiques; les besoins visés et comblés; l'appropriation de l'espace urbain; l'aspect politique; les valeurs et pratiques féministes; et les valeurs et pratiques écologiques. Pour conclure, nous examinerons en quoi ces expériences sont similaires aux projets coopératifs antérieurs ou différentes de ceux-ci, et comment le concept de communs urbains pourrait avancer le débat sur la participation territoriale et la citoyenneté urbaine.

1. Méthode

Nous avons réalisé de longs entretiens semi-structurés en italien : deux préliminaires avec des administrateurs de Leila Bologna et cinq entretiens avec des activistes de Lâbas. Nous avons également compilé et utilisé les informations publiques

(blogs, brochures, communications, etc.) fournies par les deux organisations sur leur site web ainsi que sur leurs comptes Facebook et Instagram, et disponibles jusqu'au 25 septembre 2023.

Les données ont été analysées à l'aide du logiciel MAXQDA, conçu pour l'analyse des données des méthodes qualitatives et mixtes assistées par ordinateur pour l'analyse textuelle et multimédia. Les entretiens ont été analysés au moyen de l'analyse de contenu, que Caliandro et Gandini (2019) définissent comme « l'analyse du contenu manifeste et latent d'un matériel de communication donné, par la classification, l'organisation et l'évaluation des symboles et des thèmes clés, afin de comprendre leurs significations » (p. 109, trad. libre). Nous avons utilisé une application déductive des catégories (Mayring, 2000) en identifiant des concepts clés comme catégories de codage initiales (Potter et Levine-Donnerstein, 1999), puis nous avons déterminé des définitions opérationnelles pour chaque catégorie. Les données ont été analysées à l'aide d'un codage ouvert et sélectif, ce qui a permis de lire les thèmes à travers les entretiens, puis d'identifier les associations entre les thèmes et les autres catégories de données (Bernard, 2005). Les extraits d'entretien ont été traduits de l'italien avec le logiciel DeepL.

2. Cadre théorique

La compréhension des communs urbains dans les études du développement territorial est importante pour prendre en compte différentes façons de contribuer à la construction de villes durables, inclusives et citoyennes. Alors que les villes sont en constante adaptation à des changements en politique économique, en climat, en population et en technologie, il est essentiel de reconnaître l'importance des communs urbains comme une nouvelle option de gestion privée et publique des biens et services, et donc de les intégrer dans les analyses et les cas empiriques de développement territorial. Ce faisant, les villes peuvent offrir des espaces dynamiques, accessibles et respectueux de l'environnement qui répondent aux besoins et aux aspirations de leurs diverses populations.

Les études en développement territorial explorent et analysent les interactions, en contexte de crise et de transition, entre des acteurs de l'État et les

différents regroupements de la société civile ainsi que les processus et les finalités citoyennes, sociales, communautaires, économiques et environnementales. Dans ce contexte, les communs urbains sont le fruit d'une démarche qui émerge du territoire, de la part de citoyens qui veulent s'engager collectivement.

Ainsi, les expériences des communs urbains mettent en œuvre la création et la mise en commun de ressources ou de processus, dont l'*empowerment* et l'inclusion des citoyens. Elles offrent une nouvelle option à la gestion publique et privée des ressources et des espaces. Ce faisant, elles remettent en question les valeurs, les systèmes dominants de distribution et de gestion de ressources ainsi que leur finalité en proposant une option viable (Foster et Iaione, 2016). Le rôle des collectivités territoriales se transforme alors pour encourager la collaboration avec les différents individus et groupes du territoire, se positionnant comme promoteurs ou facilitateurs d'expériences d'administration partagées avec les citoyens. Pour cette raison, le concept de communs urbains est particulièrement important afin de repenser la production des villes et des territoires.

Selon Ostrom (1990), les communs sont une ressource, tout comme la communauté, ses valeurs ainsi que les règles et normes correspondantes utilisées pour produire, maintenir, accéder et gérer/gouverner la ressource. Les politiques relatives aux communs attirent de nouveau l'attention sur les formes d'association par lesquelles les communautés peuvent gouverner les ressources partagées (de Peuter et Dyer-Witthof, 2010).

Les communs urbains naissent de la rencontre de personnes, de choses et d'idées. Trois de leurs composantes spécifiques sont : le droit à la vie quotidienne urbaine, le droit à la simultanéité et à la rencontre ainsi que le droit à l'activité créatrice (Susser et Tonnelat, 2013). Selon la définition donnée par De Angelis (2010), les communs sont des moyens non marchands de satisfaire les besoins des gens, soutenus par un groupe de *commoners* par le biais d'une reproduction, d'une distribution et d'une consommation constantes. Ce processus de satisfaction des besoins contraste donc fortement avec la vente et l'achat sur un

marché capitaliste ou avec les revendications juridiques vis-à-vis de l'appareil politico-administratif (Sommer et Kip, 2019).

Le concept de communs urbains, qui s'articule autour de ressources partagées et d'une gouvernance collaborative, apparaît donc comme un outil puissant pour favoriser le développement territorial dans les villes. Il désigne les ressources, les espaces et les services partagés qui sont gérés collectivement par la communauté. Ce cadre innovant permet aux citoyens de récupérer des espaces et des biens inutilisés ou sous-utilisés (p. ex., des bâtiments vacants, des places publiques et des jardins communautaires), puis de les convertir en centres d'activités communautaires. Ces communs sont administrés et gouvernés par les citoyens, formant ainsi une approche alternative du développement territorial, où les besoins de la communauté priment sur le profit.

3. Contexte territorial urbain

Les communs urbains doivent être étudiés dans les contextes historique et spécifique du lieu, lesquels structurent la formation des revendications de citoyenneté et le cours que prennent les luttes pour la citoyenneté (Blokland et collab., 2015).

Bologne peut être considérée comme un contexte économique et social privilégié en Italie. Capitale de la région prospère d'Émilie-Romagne, la ville est plus riche que la moyenne nationale (PIB) et possède une longue tradition de participation directe des citoyens, bâtie sur plus de 60 ans de gouvernements municipaux progressistes (Boarelli, 2010; Jouve et Lefevre, 1997). Des années 1950 aux années 1980, la « Bologne rouge » (Jäggi et collab., 1977) a été considérée comme un exemple majeur de socialisme municipal grâce à un gouvernement communiste qui a su combiner la richesse d'une économie rapidement industrialisée avec une protection sociale innovante (Cossentino, 2010).

Historiquement, Bologne était une ville où l'engagement civique était fort, mais la participation des citoyens a diminué et les lourdes exigences bureaucratiques ont rendu difficile la réalisation de changements au sein des communautés dans la ville (Jouve et Lefevre, 1997). Après la crise financière

mondiale de 2007-2008, la confiance dans la politique et les dirigeants s'est effondrée. Bologne compte également une importante population d'immigrants : près de 15 % des citoyens sont nés hors d'Italie (Giovanardi et Silvagni, 2021). Ces nouveaux venus peuvent être plus désengagés des institutions traditionnelles que les Bolognais de souche.

En 2014, le conseil municipal a adopté le *Règlement sur la collaboration entre les citoyens et la ville pour le maintien, la revitalisation et la gestion des communs urbains* (Comune di Bologna, 2014), qui permet aux citoyens et aux organisations privées de signer des pactes de collaboration avec la municipalité afin d'améliorer l'espace public, les espaces verts et les bâtiments abandonnés. Le conseil municipal a approuvé le Règlement de Bologne afin de promouvoir une nouvelle forme de gouvernance collaborative.

Le concept de communs dans le Règlement de Bologne vise à créer une configuration institutionnelle au sein de la ville, mais il reste ambivalent du point de vue de sa portée (Rossi et Enright, 2018). D'une part, la pensée critique l'a politisé comme moyen de la lutte hégémonique contre le capitalisme; d'autre part, les institutions économiques et les dirigeants politiques l'ont dépolitisé pour en faire un instrument permettant de réformer le capitalisme à l'échelle locale (Bianchi, 2018; Semi, 2015).

En 2018, le conseil municipal et les fondations bancaires locales ont créé la Fondazione per l'Innovazione Urbana¹ (Fondation pour l'innovation urbaine). La nouvelle institution se positionne au carrefour de la durabilité urbaine, de la démocratie urbaine et numérique ainsi que du bien-être urbain innovant, grâce au soutien clé de l'Université de Bologne (Bianchi, 2018). Dans ce cadre, la Fondation cherche à consolider son rôle de cerveau collectif des transformations urbaines grâce au partage horizontal des connaissances entre les citoyens, les institutions et les acteurs économiques. En outre, elle soutient les efforts visant à valoriser la culture urbaine, plus particulièrement la coproduction d'imaginaires urbains collectifs orientés vers le maintien, la revitalisation et la gestion des communs urbains grâce à la participation active des citoyens.

Avant l'adoption du Règlement de Bologne, la Ville vivait un écart important entre son capital social et sa représentation politique. Le capital social s'exprimait par des revendications participatives fragmentées, mais multiples que la représentation politique était réticente à inclure dans la politique de la Ville (Boarelli, 2010). Dans ce contexte, l'émergence du Règlement de Bologne semblait réagir au besoin du gouvernement local réformiste de répondre à une partie de ces revendications participatives, qui sont historiquement enracinées, mais qui existent toujours (Bianchi, 2018). Après la crise financière mondiale de 2007-2008, le gouvernement national a réduit ses dépenses en matière de programmes sociaux, tandis que les gouvernements municipaux successifs ont adopté des partenariats public-privé dans le but de devenir des villes internationales encourageant le tourisme culturel et culinaire.

Cela impliquait ce que Cuppini (2016) appelle la muséification du centre-ville ainsi que l'embourgeoisement de la première couronne de la périphérie post-industrielle (Bazzoli, 2015). Au lieu de construire des logements sociaux pour la population étudiante, les gouvernements récents n'ont pas empêché les promoteurs privés à construire des résidences étudiantes plus coûteuses et lucratives. Dans ce contexte et devant la demande croissante de logements abordables, des occupations et des squats menés par des activistes ont eu lieu au cours des 10 dernières années. En conséquence, certaines revendications participatives plus antagonistes ont subi une répression sévère, même après l'adoption du Règlement de Bologne.

Selon les partisans du Règlement de Bologne, celui-ci modifie positivement la gouvernance urbaine en débureaucratisant la machine administrative, en donnant forme à l'identité collective des citoyens, en augmentant la confiance des citoyens dans les institutions et en réduisant les relations conflictuelles, tout en personnalisant les actions publiques.

Cependant, il a également plusieurs effets négatifs :

- Il est sélectif et n'inclut que les revendications participatives les plus modérées, excluant les plus antagonistes;

- Il semble sélectionner et inclure certains groupes sociaux – ceux qui disposent d'un capital économique et social et de suffisamment de temps libre –, tout en excluant les groupes les plus défavorisés;
- Il ne semble pas garantir une redistribution égale des ressources au sein de la ville, facilitant plutôt les économies sur les services grâce à l'externalisation puisqu'il n'évalue pas le coût du travail;
- Il ne vise pas à redistribuer efficacement le pouvoir de décision puisque celui-ci est conservé au sein de l'administration publique (Bianchi, 2018).

4. Cas d'étude

Tandis que le collectif Låbas émerge comme un espace urbain profondément enraciné dans la communauté d'organisations territoriales militantes en promouvant une vision urbaine alternative à travers le bien-être et la récupération de l'espace public, l'association culturelle Leila Bologna vise à faire progresser une culture d'économie durable et circulaire en revendiquant le socioenvironnementalisme auprès des familles de classe moyenne. D'ailleurs, il s'agit de deux groupes d'utilisateurs différents. L'analyse des pratiques, des positions, des espaces et des visions des mouvements urbains permet une réflexion critique sur la nature hétérogène des communs urbains et sur leurs rapports au développement territorial.

Bien que les deux expériences aient beaucoup en commun, leur point de départ, leur structure de gouvernance et leurs relations avec l'acteur public (les gouvernements régional et municipal) sont quelque peu différents. Dans les deux cas, il s'agit d'espaces et de pratiques de citoyenneté urbaine qui remettent en question la ville néolibérale (Harvey, 2012), l'individualisme et la primauté du profit sur l'utilisation. Leur existence fournit des exemples de modes alternatifs d'occupation et d'utilisation des territoires, et est liée aux traditions politiques et sociales locales, tout en constituant une rupture avec les politiques économiques urbaines dominantes. Certaines valeurs sont plus centrales dans la mission de la première étude de cas (p. ex., la participation, l'inclusion, la satisfaction des besoins et l'appropriation de l'espace), tandis que les questions d'inclusion

et de valeurs écologiques sont centrales à la seconde étude de cas. Toutefois, dans les deux cas, la question des valeurs féministes (Levy, à paraître) est assurément périphérique.

4.1 Le collectif Lâbas

L'histoire du collectif sociopolitique Lâbas est liée à une lutte sociale historique à Bologne, depuis les années 1990, concernant l'occupation et l'expulsion dans divers bâtiments et complexes immobiliers. Le collectif a été créé en 2012 par plusieurs activistes, dont certains avaient déjà participé à d'autres expériences politiques dans la ville, comme TPO et Link (Cuppini, 2016). Depuis sa fondation, Lâbas représente une collectivité politique sociale et urbaine assez hétérogène, rassemblant en son sein divers groupes et sujets revendiquant une vision alternative de la ville et une revitalisation urbaine qui s'écarte de la seule logique du marché et du profit, pour promouvoir le mutualisme, la solidarité et la défense des communs ainsi que la justice spatiale et environnementale (Giannini et Pirone, 2019).

Le collectif a toujours été très critique et méfiant à l'égard des processus et mécanismes participatifs institutionnels promus par la municipalité. Il défend le droit de préserver certains espaces publics de la privatisation et de la spéculation immobilière. Son « laboratoire », animé principalement par des étudiants universitaires, comprend divers groupes et projets, par exemple la coopérative d'agriculture biologique Campi Aperti (Alberio et Moralli, 2021), le premier syndicat informel de pilotes de plateformes numériques et l'implication directe dans *Mediterranea Saving Humans*, une plateforme engagée dans le suivi des flux migratoires par voie maritime.

Lâbas, qui a commencé par l'occupation d'une caserne militaire nationale abandonnée (la Caserma Masini) à Bologne en novembre 2012, a été, dès le départ, une expérience de mise en commun (*commoning*) urbaine. Cette initiative a également été alimentée par la mise en évidence que le centre-ville manquait d'espaces pour les rassemblements sociaux et les activités politiques en raison des politiques publiques, qui privatisaient ces espaces à des fins de développement économique monétarisé et commodifié (Cuppini, 2016). Les participants et les

activistes ont donc occupé un ancien complexe militaire dans le centre historique de la ville que la planification urbaine avait prévu de rénover pour en faire un hôtel de luxe et un complexe résidentiel haut de gamme. Le collectif a entrepris de sauver le site de 9000 m² de la dégradation et de la spéculation immobilière en le réappropriant pour la ville. Cette occupation a permis d'identifier le désir des individus et des groupes de satisfaire des besoins matériels, de reconstruire des liens et des relations communautaires dans un espace urbain de plus en plus anonyme et marchandisé, d'ouvrir de nouveaux espaces de participation et d'engagement politique (Kioupiolis, 2022).

Au cours de ses presque cinq années d'existence, Lâbas a développé plusieurs initiatives d'aide sociale, projets de quartier et activités culturelles, gagnant ainsi un ancrage solide dans le quartier et, plus généralement, dans la ville. Cela lui a conféré un poids politique et une couverture médiatique croissante (Giannini et Pirone, 2019). Entre 2012 et 2017, plusieurs projets autogérés (logement, dortoir et école pour migrants, salle d'étude, salle de jeux pour enfants, marché paysan, pizzeria, microbrasserie, jardin biologique, menuiserie) et initiatives politico-culturelles (débat, concerts, expositions, ateliers, etc.) ont été lancés dans la Caserma Masini. Ces pratiques ont permis aux militants de revitaliser la caserne et de la transformer en quartier général pour l'organisation d'actions collectives politiques. De plus, elles ont offert aux habitants la possibilité d'utiliser librement un lieu jusqu'alors inaccessible, transformant ainsi profondément son sens et sa finalité (Giannini et Pirone, 2019).

En août 2017, Lâbas a été expulsé par la police, sous le gouvernement municipal du *Partito Democratico*, le même régime politique qui avait promulgué le Règlement de Bologne sur les communs urbains. Après l'affrontement violent de la police, Lâbas a acquis un pouvoir de négociation qui lui a permis de trouver un compromis avec l'administration municipale et d'obtenir, par le biais d'un dispositif de gouvernance, un espace où il pourrait poursuivre son action politique et culturelle dans le quartier et dans la ville (Kioupiolis, 2022). Sous la pression d'une campagne puissante qui a culminé avec une manifestation massive, la municipalité a finalement accepté d'accorder à

Làbas un nouvel espace dans l'ancien couvent de San Leonardo. Plus précisément, Làbas s'est articulé autour de plusieurs projets participatifs, dont une crèche, un studio et un dortoir pour migrants, qui se sont progressivement transformés en un projet politique.

Depuis l'expulsion de la Caserma Masini, qui a été critiquée à la fois par une partie importante de la communauté locale et par divers groupes d'activistes sociaux et politiques de la ville, une campagne de mobilisation a réussi à faire descendre près de 15 000 personnes dans les rues pour exiger la réouverture de Làbas (Giannini et Pirone, 2019). L'implication des citoyens, qui ont témoigné de l'enracinement de cette expérience politique dans l'espace urbain, a incité la municipalité à négocier la mise à disposition d'un nouvel espace dans le quadriportique du Vicolo Bolognetti, un ancien complexe conventuel du centre-ville appartenant à la municipalité, non loin de l'ancienne Caserma Masini. Les activités sociales et politiques du collectif et, en particulier, son nouvel espace ont ensuite été formalisés, entre la fin de 2017 et 2019, par l'utilisation d'un mécanisme participatif connu sous le nom de Pacte de collaboration entre les associations et la municipalité (Zinzani et Proto, 2020).

L'objectif de Làbas réside dans les efforts concertés de sa communauté pour se connecter plus largement avec les habitants de la ville et pour mener à bien divers projets communautaires, ouverts à tous et conçus pour développer un contrepouvoir de base dans la ville. Il s'agit de s'approprier et de façonner son propre environnement. Les activistes et les usagers peuvent mener, sous certaines conditions, des transformations urbaines lentes à une échelle micro par le biais de différents usages et récits de l'espace (Angelucci, 2019).

Lorsque la communauté de Làbas a été expulsée de son occupation initiale, elle a réagi en demandant à la municipalité de respecter sa perspective sur les communs urbains. Les membres de la communauté ont cherché à resignifier ce discours et à le plier en faveur de leur cause en utilisant à la fois le vocabulaire et la réglementation municipale sur les communs pour acquérir un nouvel espace par

le biais de « pactes de collaboration ». La reconnaissance institutionnelle de Làbas révèle que les différences internes dans la politique de la municipalité peuvent générer de nouvelles opportunités qui peuvent être saisies pour des expériences de communs radicales, si les acteurs sociaux se mobilisent, accumulent de la force et la déploient dans le jeu de pouvoir avec les différents acteurs au sein de la municipalité et de l'establishment politique. Selon un militant de Làbas interrogé :

Nous aimons définir ce que nous construisons comme quelque chose de nouveau, comme une véritable municipalité sociale, où, d'en bas et de manière autonome, des éléments de la société se rencontrent, coopèrent et projettent, expérimentant des solutions collectives aux problèmes quotidiens et organisant des luttes pour l'émancipation et contre le capitalisme extractif.

Au cours des sept dernières années, le collectif a encouragé diverses initiatives, événements et pratiques dans le domaine des services sociaux et de l'aide sociale informelle par le bas (ascendants), comme des actions de soutien à la population migrante, des cours d'italien pour les étrangers, une crèche, un syndicat susmentionné et une bibliothèque publique. En outre, il organise un marché hebdomadaire de produits agricoles ainsi que des activités de divers groupes de recherche et de mobilisation.

Nous pouvons distinguer des pratiques d'action sociale directe développées dans les espaces de Làbas : autoproduction et économie sociale (marché fermier, jardin communautaire, pizzeria, brasserie, menuiserie) et mutualisme par le bas (occupation de logements, ateliers pour enfants, dortoir et école italienne pour les migrants). En ce qui concerne le premier, l'objectif principal est d'offrir une option au marché par la création d'une économie communautaire et locale, où le profit est subordonné à l'équité sociale et à l'environnement. L'expérience de Làbas est une tentative d'élaboration de nouvelles formes d'engagement politique et d'intégration des mouvements sociaux urbains (Giannini et Pirone, 2019).

À l'interne, Lâbas prend ses décisions par le biais d'une assemblée horizontale, qui répond à la complexité ainsi qu'à la diversité des connaissances et des compétences. Il s'agit donc d'un exemple de mise en commun (*commoning*) urbaine contentieuse et transformatrice (Federici, 2017) qui s'engage dans une action contre-hégémonique et dans une reconstruction sociale, et qui a utilisé le Règlement de Bologne pour sa propre cause politique. L'assemblée se réunit deux fois par mois lorsque les activités et rôles sont distribués, et les comptes rendus sont présentés. Lors de l'assemblée, des représentants de chaque projet rendent compte des activités pour que tous puissent se tenir au courant de ce qui se passe. En plus, chaque projet a aussi sa propre assemblée, à laquelle ne participent que les personnes qui font partie de ce projet. L'assemblée générale de Lâbas est donc composée d'activistes des différents projets. Les participants peuvent être impliqués dans différents projets.

Selon un membre interrogé, Lâbas est « autonome, mais pas indépendant de l'assemblée ». Les activistes ne se considèrent pas comme de véritables gestionnaires de l'espace; chacun est responsable de ce qui se passe. Le collectif est également composé de bénévoles (« pas vraiment des activistes ») qui participent aux activités, qui font partie de la communauté et qui se connaissent par le réseau social (par des amis) ou à partir des activités publiques et culturelles organisées. Le public fluctue en fonction du moment et de l'action collective. Les ressources disponibles viennent en partie des appels d'offres publics ou privés (fondations). Ensuite, les membres comptent sur les dons pour faciliter l'autofinancement.

4.2 L'association culturelle Leila Bologna

Leila Bologna – La Biblioteca degli Oggetti (la Bibliothèque des objets) est née en prenant exemple de Leila Berlin, un projet mis sur pied dans le but de partager des objets au sein d'un immeuble d'appartements. Elle constitue en fait la première bibliothèque d'objets en Italie. Fondée en 2016 en tant qu'association culturelle par un groupe de citoyens, elle est reconnue par la municipalité comme un outil viable pour l'économie circulaire et

de proximité, pour la protection de l'environnement et pour la construction de communautés à travers la culture du partage.

Leila Bologna a été conçue comme une idée simple avec un potentiel d'innovation sociale. Son principe fondateur est que, pour emprunter un objet à la bibliothèque, il faut partager le sien. Les membres de la communauté à l'origine du projet comprenaient que de nombreux objets ménagers n'étaient utilisés que quelques fois par an et qu'ils restaient inutilisés le reste du temps. Ils ont donc proposé un lieu de partage, où chacun pourrait apporter un de ses propres objets (p. ex., une perceuse ou un matelas pneumatique) et emprunter un autre objet dont il a besoin.

Intéressé par la philosophie de partage de l'association, le gouvernement municipal souhaitait appuyer ce projet. Il reconnaissait les efforts de Leila Bologna de développer et d'établir des réseaux avec différents groupes du territoire, se proposant comme un outil de développement urbain durable. À partir de cette initiative, Leila Bologna a organisé, dans des coins dispersés de la ville, des prototypes de bibliothèques d'objets où les gens peuvent s'inscrire et prendre ce dont ils ont besoin. Les premières bibliothèques ont vu le jour dans des espaces partagés avec différents groupes (p. ex., Velostazione Dynamo, Balotta Bistrò, Instabile Portazza, la Confraternita dell'Uva, le Caffè Belmeloro et la Biblioteca Salaborsa). La confiance accordée à Leila Bologna et à ses valeurs a généré au fil des ans une synergie avec le gouvernement municipal, synergie qui s'est transformée en collaboration continue, encourageant la Biblioteca degli Oggetti à grandir.

La Ville a fourni un espace à la bibliothèque en créant des ententes avec Leila Bologna. Le gouvernement local possède de nombreux bâtiments sous-utilisés ou négligés parce qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour les restaurer et les entretenir. Le fait de pouvoir offrir l'espace pour une somme modique, en échange de la restauration et de l'entretien par des groupes, visait à contribuer à la revitalisation d'ensemble de bâtiments. Il s'agit notamment :

- d'Empirico (2017), une opération de revitalisation urbaine par le biais d'une courroie dédiée à la transmission des connaissances artisanales et à la valorisation de l'identité artisanale de Bologne au sein du Village d'hiver;
- du Cargo Bike (2018), qui permet de diffuser la valeur du partage mobile des connaissances artisanales ainsi que des jeux pour enfants à travers des ateliers sur les places de la ville; et
- du Festival de La Baracca (2018), un festival du partage des connaissances dans les jardins de la place Baraccano avec des ateliers artisanaux, des activités sportives, de la musique et des émissions radiophoniques en direct.

De plus, Leila Bologna a signé des ententes de collaboration dans les quartiers de San Vitale (2016) et de Santo Stefano (2017-2020) et avec la Biblioteca Salaborsa (2017-2020).

En 2019, Leila Bologna a remporté un appel d'offres de la municipalité pour la concession d'un bâtiment de la rue Serra. Depuis, l'association a trouvé un local plus convenable et permanent pour la première bibliothèque d'objets en Italie. Grâce à ce nouvel emplacement, les collaborations se multiplient : Leila Bologna a organisé un sociofinancement (*crowdfunding*) sur la plateforme IdeaGinger avec le soutien du crédit coopératif Emil Banca et a obtenu 116 % de son objectif. Elle a remporté un appel de propositions de la municipalité pour BOTteghe-storie artigiane, un projet de création de vidéos et d'ateliers gratuits sur l'artisanat. En 2021, elle a collaboré avec la Fondation pour l'innovation urbaine du Distretto urbano multifunzionale di Bologna (DumBO) pour cocréer des ateliers de menuiserie pour les enfants. Elle a également entamé un accord avec la ferme sociale Il Biricoccolo. Enfin, la Biblioteca degli Oggetti est devenue un point de distribution de caisses de légumes à Bologne.

Par ailleurs, Leila Bologna collabore activement avec le secteur des bibliothèques de la municipalité afin d'offrir un service de partage d'objets au sein des bibliothèques de quartier. L'idée de structurer ce service innovant en collaboration avec la municipalité a été retenue par la Fondation Del Monte. Grâce à une subvention de la Fondation, l'association a pu ouvrir une bibliothèque d'objets

dans plusieurs quartiers. La grande ambition de Leila Bologna est de contribuer à la création et au développement d'un réseau de bibliothèques d'objets en Italie grâce à un réseau d'échange et de collaboration, à un mouvement de partage.

Outre la bibliothèque d'objets, Leila a eu pour objectif de créer une communauté et d'agir pour souligner les dégâts environnementaux, grâce au partage des connaissances. Une de ses actions les plus récentes est le Leila Social Club, qui incarne l'expression la plus poussée de ce besoin. Dans cet espace, les gens partagent gratuitement leurs compétences dans le but d'aider ainsi que d'enseigner la réparation et la réutilisation d'objets. Quelles que soient les actions par lesquelles l'association s'engage, l'idée mise en avant reste la même : la confiance et le partage. Les projets de quartier (réseau de proximité), l'économie locale, la citoyenneté consciente et l'inclusion urbaine sont à la base du projet.

Leila Bologna est une association avec un conseil d'administration composé de trois personnes : un président, un vice-président et un secrétaire. Elle possède aussi une équipe élargie de sept personnes. Sur le plan de la gouvernance, l'association fonctionne avec la rotation des postes de décision pour faciliter la participation et la démocratie. Le principal chef d'orchestre a toujours été Antonio, le fondateur. Aujourd'hui, l'association connaît une croissance significative et peut soutenir six ou sept personnes salariées.

5. Les caractéristiques de l'échantillon

5.1 L'inclusion et les pratiques démocratiques

La citoyenneté consiste à créer, à utiliser et à étendre l'espace d'action collective lorsque le statut juridique ou la situation financière des personnes semblent limiter cet espace (Desai et Sanyal, 2011). Elle est avant tout un processus d'inclusion à l'échelle locale, et une expression de la participation sociale et politique impliquant la formulation de nouvelles revendications ainsi que la défense des droits existants (Eizaguirre et collab., 2017). Elle comprend des pratiques insurrectionnelles des habitants des villes à travers lesquelles les projets de développement sont vécus et, typiquement, transformés, dérailés et/ou

reconstitués. À l'échelle locale, non seulement les mouvements sociaux résistent au déplacement et à la gestion urbaine néolibérale, mais ils proposent et promeuvent également une ville qui reflète leur culture, leurs réseaux, leurs besoins et leurs droits.

Holston (2019) considère la citoyenneté urbaine comme une forme d'association pour laquelle la fabrication de la ville est à la fois le contexte et la substance de l'appartenance; pour laquelle la construction est comprise comme la somme des activités des résidents; et pour laquelle la résidence est le principal critère d'appartenance. Ce qui importe, ce ne sont pas les spécificités de l'activité, mais le sens actif d'un projet commun dans la production duquel les participants ont des parts de contrôle, plutôt qu'un sentiment d'investissement public, de droit passif ou d'accomplissement privé.

La mise en commun (*commoning*) est comprise comme une pratique sociale qui établit une relation sociale dynamique, collective et non marchande entre un groupe social autodéfini et des aspects de l'environnement à créer et/ou physique qui est crucial pour sa vie et ses moyens de subsistance (Harvey, 2012). Dardot et Laval (2014) distinguent le *commoning*, défini comme principe politique fondé sur des pratiques de collaboration et d'autogestion, et les communs, définis comme les actifs qui produisent ces activités collaboratives ou qui en résultent.

Le collectif Lâbas se voit comme une « municipalité sociale », où, d'en bas et de manière autonome, différents éléments de la société se rencontrent, coopèrent et conspirent, expérimentent des solutions collectives aux problèmes quotidiens et organisent des luttes pour l'émancipation et contre le capitalisme extractiviste (Harvey, 2012). L'idée qui sous-tend le symbole choisi est également importante. Il y a des événements organisés en tant que municipalité sociale, mais il y a aussi des événements qui traitent spécifiquement de certains projets axés sur des questions plus ciblées (p. ex., des débats publics, des projections de films, des concerts ou des expositions de photos).

De son côté, Leila Bologna se constitue comme un lieu où la valeur des relations ainsi que la participation active aux problèmes les plus urgents de notre époque, à travers le partage d'intentions, de

connaissances, d'espaces, d'expériences, de peurs, d'espoirs et bien sûr d'objets, sont, selon une personne interrogée, « la clé pour créer une révolution culturelle basée sur des pratiques quotidiennes qui travaillent obstinément dans la direction opposée ». On souligne les valeurs de partage, de relation et de participation active.

Il ne s'agit pas seulement d'offrir, mais aussi de partager. Selon un intervenant interrogé : « Tu viens et tu le fais avec nous. Je t'aide. Nous essayons ensemble. Nous avons les outils. Mais nous ne sommes pas un service. [...] Partager des connaissances et, donc, générer de l'expérience. » Les projets de quartier (réseau de proximité), l'économie locale, la citoyenneté consciente et l'inclusion urbaine sont à la base de l'association.

Concernant le public ou les bénéficiaires de Leila Bologna, certaines catégories de la population ne sont pas atteintes (p. ex., les étrangers et les étudiants universitaires, qui représentent en réalité un pourcentage important de la population de Bologne). Ceux qui sont desservis sont principalement les familles de classe moyenne ayant besoin de diverses choses, surtout pour les enfants. La participation et l'inclusion sont encouragées par des activités (ateliers, collaboration, etc.).

5.2 Les besoins visés et comblés

Lâbas a soutenu certaines initiatives d'aide sociale qui n'étaient pas prises en compte par les institutions publiques. Soutenus par les communautés de voisinage et par la société civile, les deux cas étudiés ont pu reconfigurer leur pouvoir de négociation avec les institutions en exploitant à leur avantage certains mécanismes de gouvernance prévus par la réglementation municipale. Le double objectif est d'avoir un impact positif, d'améliorer la vie des gens et de permettre aux populations d'obtenir des droits. Les personnes marginalisées sont souvent plus réceptives.

Aujourd'hui, Lâbas offre une clinique médicale pour les réfugiés et les sans-papiers, une garderie d'enfants après l'école et un collectif universitaire. Depuis la pandémie de COVID-19, l'éventail des personnes qui s'adressent à Lâbas s'est considérablement élargi. Une partie de la population locale

n'a pas les moyens nécessaires pour accéder à certains services de santé et s'adresse donc à Lâbas parce qu'elle est en situation de pauvreté, plutôt que d'irrégularité. Selon un activiste interrogé, il y a environ 250 personnes/bénéficiaires par an.

Concernant Leila Bologna, une personne dirigeante interrogée juge que le projet contribue « tout en économisant de l'argent, en satisfaisant ses propres désirs, en réduisant son empreinte écologique (grâce à l'élimination ou à la diminution de masse d'objets) et en augmentant la confiance et l'appartenance à la communauté grâce au principe de partage, ce qui permet ainsi des actions de citoyenneté active. Mais nous ne sommes pas un service. » Il s'agit de partager les connaissances et, ainsi, de générer de l'expérience.

5.3 L'appropriation de l'espace urbain

La citoyenneté urbaine est définie à la fois comme le droit d'utiliser et de s'approprier activement les espaces urbains (Angelucci, 2019; Citroni, 2017). Elle est à la fois un processus (démocratie) et une finalité (justice sociale) (Blokland et collab., 2015). C'est la possibilité pour tous les habitants de réaliser des pratiques de participation et d'appropriation de l'espace urbain, ce qui engendre un sentiment d'appartenance. En reliant cette notion à la production de l'espace, on peut affirmer que la performance du droit à la ville a lieu dans l'espace de représentation à travers la pratique spatiale des citoyens, et en proposant une représentation différente (opposée, conflictuelle) de l'espace, une nouvelle conception de celui-ci (Angelucci, 2019).

Les militants ont développé une identité spatiale fondée sur l'appropriation et sur la gestion commune d'un tel espace, lequel doit ensuite être rempli par quelque chose de partagé par les membres de la communauté supposée impropre. Le rôle clé d'un espace propre en tant que terrain pour la communauté politique a été souligné par un militant interrogé de Lâbas : « Chaque mouvement populaire a besoin de son propre espace pour pouvoir converger avec les autres et créer un projet politique commun. »

Leila Bologna interprète une évolution de ce type de besoin, c'est-à-dire d'avoir des espaces de socialité plus libres et non consuméristes, mais aussi du

besoin d'utilité. C'est un espace où on ne cherche pas seulement des objets. En effet, le fait d'avoir un espace a apporté beaucoup à la communauté. Leila Bologna a donc une vocation de réappropriation de l'espace urbain, mais elle a besoin d'espace pour sa vocation, précisément pour la logistique des objets, pour des expositions et pour la tenue d'ateliers sur l'usage des objets. L'association pourrait donc devenir un réseau d'espaces à Bologne et redonner une fonctionnalité à des espaces abandonnés dont on ne sait que faire aujourd'hui.

5.4 L'aspect politique

Le collectif Lâbas est une organisation politique avant tout parce que toutes ses actions sont consacrées à produire de la politique. Elle produit toutes ses actions pour non seulement défendre les droits existants, mais aussi pour rechercher de nouveaux droits. Selon une personne répondante : « Nous sommes une organisation, un collectif politique et nous mettons en place des pratiques qui créent des ruptures. »

Il y a six ans, soit en 2018, après une grande manifestation, Lâbas a créé, avec d'autres groupes d'activistes, un parti politique qui a aujourd'hui trois conseillers dans le gouvernement municipal du maire Matteo Lepore. Cette force s'appelle la Coalizione Civica (la Coalition civique), un mouvement qui, au fil des ans, selon les militants de Lâbas, a été en mesure de jouer un rôle important dans l'équilibre du gouvernement municipal.

De son côté, Leila Bologna ne se considère pas comme un groupe d'activistes contestataires ni comme une partie prenante de la politique partisane. Pour la promotion de ses principes et de ses objectifs, du soutien fort émerge et se poursuit avec la municipalité. Le partenariat entre les deux entités se fait plutôt entre le directeur général de Leila Bologna et les professionnels et bureaucrates de la Ville.

5.5 Les valeurs et pratiques féministes

Il n'est pas précisé si Leila Bologna intègre ou non les valeurs féministes ou l'égalité des sexes. C'est une question qui lui tient à cœur, mais il n'y a pas d'intégration de cet aspect dans l'association (p. ex., aucune collaboration avec des groupes féministes).

De son côté, Lâbas aborde des questions d'avortement, de transidentité, de féminisme, etc. Dans la gauche plus radicale ces dernières années, en Italie, le mouvement transféministe a fait des incursions dans la dynamique des assemblées. Une personne interrogée rapporte : « La recherche de plus en plus féministe nous amène à développer de nouvelles pratiques qui remettent également en question le patriarcat intériorisé que nous avons tous, mais que nous voulons évidemment détruire. »

5.6 Les valeurs et pratiques écologiques

Lâbas se considère comme un projet de transition écologique dont l'enjeu principal est avant tout de prioriser l'utilisation des espaces urbains, tandis que l'idée fondatrice de Leila Bologna est d'abord un mouvement culturel, soit un projet qui suscite beaucoup d'intérêt en développant trois concepts : économique (partage, qui permet d'économiser de l'argent), environnemental (réduction de l'empreinte écologique) et culturel.

Dans les deux cas, il y a un sentiment d'agentivité, où tout le monde peut être un protagoniste d'un changement économique, d'un défi environnemental, mais surtout d'une évolution culturelle. Ainsi, les communs urbains peuvent aussi être une source de développement durable en proposant des projets et pratiques qui remettent en question le mode dominant de développement, de vie et de rapport avec l'environnement.

Conclusion

À la lumière des cas de Lâbas et de Leila Bologna à Bologne en Italie, les communs urbains se définissent comme des espaces où diverses personnes, dont certaines avec des besoins sociaux urgents (migrants, étudiants, etc.), se rassemblent. Grâce à un partage de rôles plus inclusif sur le plan de la gouvernance, la compréhension des communs urbains dans le développement territorial peut améliorer ces espaces en veillant à ce qu'ils soient le plus accessibles possible, indépendamment du statut socioéconomique, de la race ou de l'origine. Le principe des communs urbains peut aussi mettre en circulation des pratiques d'innovation sociale pouvant se diffuser plus largement à l'échelle locale, avec éventuellement des possibilités d'accroissement sur différents plans.

Comme l'expliquent Alberio et Moralli (2021) :

Conceptualised as a social innovation, [urban commons] promote social change at micro and meso levels, something that Zapf (2003, p. 427) described as a "process of change in the social structure of a society in its constitutive institutions, cultural patterns, associated social actions and conscious awareness". The hybridisation between economic, social and political dimensions of this socially innovative initiative clearly shows that [it] represents [...] also a form of political activism². (p. 455)

La question du lien social et de la transformation sociale est donc centrale. Les communs urbains servent d'espaces de rassemblement où divers groupes de personnes peuvent interagir et tisser des liens sociaux. Ils renforcent la cohésion sociale au sein d'une communauté, ce qui contribue à un sentiment d'appartenance et de coopération, essentiel au développement territorial. De plus, ils facilitent les interactions sociales, contribuent au sentiment d'appartenance et réduisent le risque d'exclusion sociale.

En matière d'engagement citoyen, ils encouragent la participation de la communauté au développement territorial. Offrir aux citoyens des opportunités, des mécanismes et des espaces pour participer à la planification et à l'entretien des communs urbains permet non seulement de répondre à leurs besoins, mais aussi de leur inculquer un sentiment d'appartenance et de responsabilité en nourrissant de nouvelles pratiques de sociabilité. Les communs urbains permettent donc aux citoyens de jouer un rôle actif dans l'aménagement de leur environnement.

Ils concernent également les formes de sociabilité et d'appropriation de l'espace et du temps, et expriment les valeurs et la vision publique de la ville dans laquelle ils souhaitent vivre (Alves dos Santos Jr., 2014). Le processus (Harvey, 2012) de communion ou la manière dont différents usagers cohabitent et régulent un espace public ainsi que l'exploration des caractéristiques du partage et de la coexistence créent une diversité d'expériences. En conséquence, les communautés s'engagent et s'investissent davantage dans le développement de leur territoire.

Évidemment, il existe des défis. Un des plus importants est paradoxalement aussi sa visée principale : l'inclusion. Bien que ces espaces se définissent comme des espaces inclusifs, ils peuvent également devenir non accessibles à certaines populations, qui les évitent par choix (souvent idéologique) et par méconnaissance – et non car elles n'en ont pas besoin. Un problème mis en évidence dans les deux études de cas est le manque de priorité accordée à l'inclusion des femmes et aux relations de genre. Le but peut être alors d'élargir la quantité et la qualité des citoyens et citoyennes impliqués dans ces initiatives. Cependant, cela est aussi un processus assez

délicat : jusqu'à quel point l'ouverture peut-elle se faire sans diluer les valeurs et les plateformes de revendications?

Cet élément est central, car les communs urbains ne se définissent pas simplement comme des espaces d'accès démocratique aux services et aux biens/produits, mais – bien qu'à des échelles différentes, comme c'est le cas entre Lâbas et Leila Bologna – ils sont aussi des lieux de citoyenneté et de socialisation démocratique où la dimension du lien politique reste assez présente.

NOTES

- 1 <https://www.fondazioneinnovazioneurbana.it/en>
- 2 Traduction libre : « Conceptualisés en tant qu'innovation sociale, [les communs urbains] font la promotion du changement social aux échelles micro et méso, idée que Zapf (2003, p. 427) décrit comme un "processus de changement dans la structure sociale d'une société dans ses institutions constitutives, dans ses modèles culturels, dans ses actions sociales associées et dans sa prise de conscience". L'hybridation entre les dimensions économiques, sociales et politiques de cette initiative socialement innovante démontre clairement qu'elle représente [...] aussi une forme d'activisme politique. »

RÉFÉRENCES

- Alberio, M. et Moralli, M. (2021). Social innovation in alternative food networks: The role of co-producers in Campi Aperti. *Journal of Rural Studies*, 82, 447-457. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.10.007>
- Alves dos Santos Junior, O. (2014). Urban common space, heterotopia and the right to the city: Reflections on the ideas of Henri Lefebvre and David Harvey. *Revista Brasileira de Gestão Urbana*, 6(541), 146-157. <https://doi.org/10.7213/urbe.06.002.SE02>
- Angelucci, A. (2019). Spaces of urban citizenship: Two European examples from Milan and Rotterdam. *Social Inclusion*, 7(4), 131-140. <https://doi.org/10.17645/si.v7i4.2341>
- Bazzoli, N. (2015, 27-29 août). *The commercial transformation of Bologna and its implication in the neighborhood gentrification process* [Communication]. Conférence internationale RC21 'The ideal city: Between myth and reality – Representations, policies, contradictions and challenges for tomorrow's urban life, Urbino (Italie). <http://www.rc21.org/en/conferences/urbino2015>
- Bernard, H. R. (2005). *Research methods in anthropology: Qualitative and quantitative approaches*. Altamira Press.
- Bianchi, I. (2018). The post-political meaning of the concept of commons: The regulation of the urban commons in Bologna. *Space and Polity*, 22(3), 287-306. <https://doi.org/10.1080/13562576.2018.1505492>
- Blokland, T., Hentschel, C., Holm, A., Lebuhn, H. et Margalit, T. (2015). Urban citizenship and right to the city: The fragmentation of claims. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39, 655-665. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12259>
- Boarelli, M. (2010). Un mondo a parte : Il declino del ceto politico. Dans M. Boarelli, L. Lambertini et M. Perrotta (dir.), *Bologna al bivio: Una città come le altre?* (p. 21-36). Edizioni dell'asino.
- Caliandro, A. et Gandini, A. (2019). *I metodi digitali nella ricerca sociale*. Carocci.
- Citroni, S. (2017). Participation in urban interventions: Meaning-effects and urban citizenship in Milan Zone 4. *Cidades*, 34. <https://journals.openedition.org/cidades/414?lang=fr>
- Comune di Bologna. (2014). *Regolamento sulla collaborazione tra cittadini e amministrazione per la cura, la rigenerazione e la gestione condivisa dei beni comuni urbani*. Bologna. <https://www.labsus.org/wp-content/uploads/2020/09/Regolamento-sulla-collaborazione-tra-cittadini-e-amministrazione-per-la-cura-la-rigenerazione-e-la-gestione-condivisa-dei-beni-comuni-urbani.pdf>

- Cossentino, F. (2010). Il welfare e l'erosione del modello emiliano. Dans M. Boarelli, L. Lambertini et M. Perrotta (dir.), *Bologna al bivio: Una città come le altre?* (p. 38-57). Edizioni dell'asino.
- Cuppini, N. (2016, 4-7 juillet). *Emerging social mobilization within the transformations of the contemporary city: The case of Bologna* [Communication]. Conférence internationale Stream 5: Urban alternatives de Contested Cities, Madrid. <http://contested-cities.net/working-papers/2016/emerging-social-mobilization-within-the-trasformations-of-the-contemporary-city-the-case-of-bologna>
- De Angelis, M. (2010). On the commons: A public interview with Massimo De Angelis and Stavros Stavrides. *e-flux Journal*, 17, 4-7. <https://www.e-flux.com/journal/17/67351/on-the-commons-a-public-interview-with-massimo-de-angelis-and-stavros-stavrides>
- de Peuter, G. et Dyer-Witthoford, N. (2010). Commons and cooperatives. *Affinities: Journal of Radical Theory, Culture, and Action*, 4(1), 30-56. <https://ojs.library.queensu.ca/index.php/affinities/article/view/6147>
- Desai, R. et Sanyal, R. (2011). *Urbanizing citizenship: Contested spaces in Indian cities*. SAGE Publications.
- Dardot, P. et Laval, C. (2014). *Commun : Essai sur la révolution du XXIe siècle*. Paris : La Découverte.
- Eizaguirre, S., Pradel-Miquel, M. et García, M. (2017). Citizenship practices and democratic governance: "Barcelona en Comú" as an urban citizenship confluence promoting a new policy agenda. *Citizenship Studies*, 21(4), 425-439. <https://doi.org/10.1080/13621025.2017.1307609>
- Federici, S. (2017). Commoning the city: From survival to resistance and reclamation. *Journal of Design Strategies*, 9(1), 33-37. https://issuu.com/journalofdesignstrategies/docs/the_journal_of_design_strategies_vo_8c7f80d5276059
- Foster, S. et Iaione, C. (2016). The city as a commons. *Yale Law & Policy Review*, 34(2), 281-349. <https://www.jstor.org/stable/43920369>
- Giannini, V. et Pirone, M. (2019). Political participation in self-managed social centres: Direct social action and institutionalization in Bologna City. *Partecipazione e Conflitto*, 12(3), 941-969. <http://dx.doi.org/10.1285/i20356609v12i3p941>
- Giovanardi, M. et Silvagni, M. G. (2021). Profiling "Red Bologna": Between neoliberalisation tendencies and municipal socialist legacy. *Cities*, 110, 103059. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2020.103059>
- Harvey, D. (2012). *Rebel cities: From the right to the city to the urban revolution*. Verso Books.
- Holston, J. (2019). Metropolitan rebellions and the politics of commoning the city. *Anthropological Theory*, 19(1), 120-142. <https://doi.org/10.1177/1463499618812324>
- Jäggi, M., Müller, R. et Schmid, S. (1977). *Red Bologna*. Writers and Readers Publishing Cooperative.
- Jouve, B. et Lefevre, C. (1997). When territorial political culture makes urban institution: The metropolitan city of Bologna. *Government and Policy*, 15(1), 89-111. <https://doi.org/10.1068/c150089>
- Kioupkiolis, A. (2022). Transforming city government: Italian variants on urban commoning. *Administrative Theory & Praxis*, 44(3), 186-204. <https://doi.org/10.1080/10841806.2021.1945374>
- Lardon, S., Marraccini, E., Filippini, R., Gennai-Schott, S., Johany, F. et Rizzo, D. (2016). Prospective participative pour la zone urbaine de Pise (Italie) : l'eau et l'alimentation comme enjeux de développement territorial. *Cahiers de géographie du Québec*, 60(170), 265-286. <https://doi.org/10.7202/1040535ar>
- Levy, C. (à paraître). La Plaza las Pioneras comme espace féministe et citoyen à Montevideo. Dans Sylvie Paré (dir.), *La ville citoyenne*. PUQ.
- Mayring, P. (2000). Qualitative content analysis. *Forum: Qualitative Social Research*, 1(2), 20. <https://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/download/1089/2386>
- Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.
- Pinson, G. (2020). *La ville néolibérale*. PUF.

- Plyushteva, A. (2009). The right to the city and struggles over urban citizenship: Exploring the links. *Amsterdam Social Science*, 1, 81-97. <https://www.semanticscholar.org/paper/The-Right-to-the-City-and-Struggles-over-Urban-the-Plyushteva/25a44ab2209404baa0a62bcf37d6657555adbc09>
- Potter, W. J. et Levine-Donnerstein, D. (1999). Rethinking validity and reliability in content analysis. *Journal of Applied Communication Research*, 27, 258-284. <https://doi.org/10.1080/00909889909365539>
- Ranocchiari, S. et Mager, C. (2019). Bologne et Naples au prisme des biens communs : pluralité et exemplarité de projets de gestion « commune » de l'urbain. *Développement durable et territoires*, 10(1). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13238>
- Rossi, U. et Enright, T. (2018). Ambivalence of the urban commons. Dans K. Ward, A. E. G. Jonas, B. Miller et D. Wilson (dir.), *Handbook on spaces of urban politics* (p. 77-88). Routledge.
- Semi, G. (2015). *Gentrification: Tutte le città come Disneyland?* Il Mulino.
- Sommer, C. et Kip, M. (2019). Commoning in new tourism areas: Co-performing evening socials at the Admiralbrücke in Berlin-Kreuzberg. Dans T. Frisch, C. Sommer, L. Stoltenberg et N. Stors (dir.), *Tourism and everyday life in the contemporary city* (p. 211-231). Routledge.
- Sultana, F. (2020). Embodied intersectionalities of urban citizenship: Water, infrastructure, and gender in the Global South. *Annals of the American Association of Geographers*, 110(5), 1407-1424. <https://doi.org/10.1080/24694452.2020.1715193>
- Susser, I. et Tonnelat, S. (2013). Transformative cities. *Focaal*, 66, 105-121. <https://doi.org/10.3167/fcl.2013.660110>
- Zinzani, A. et Proto, M. (2020). L'emergere del Political nei processi di rigenerazione urbana a Bologna: Movimenti e spazi di dissenso. *Geotema*, 45, 45-54. https://www.researchgate.net/publication/342232534_L'emergere_del_Political_nei_processi_di_rigenerazione_urbana_a_Bologna_movimenti_e_spazi_di_dissenso